

Lors de l'expulsion d'un campement de demandeurs d'asile, avenue de Flandre, dans le XIX^e arrondissement de Paris, mardi. PHOTO NNOMAN



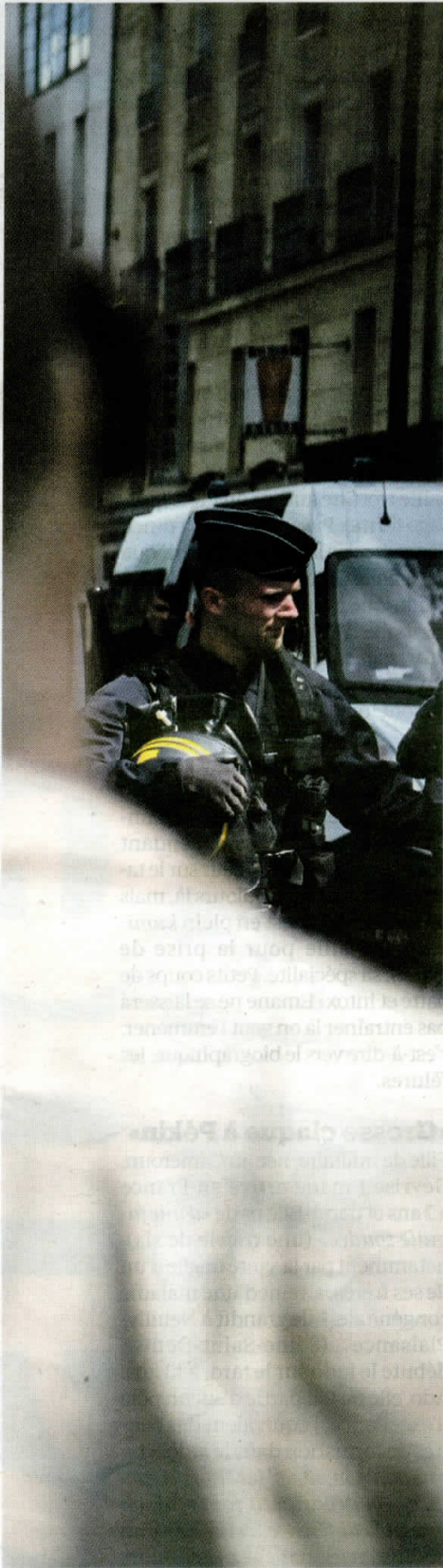
PARIS

LES MIGRANTS CHASSÉS SANS RELÂCHE

Par AMÉLIE QUENTEL

Société Depuis plusieurs semaines, démantèlements et contrôles d'identité se multiplient dans la capitale. Les associations accusent de harcèlement les forces de l'ordre.

Les tractopelles sont arrivées peu de temps après les forces de l'ordre. Mardi, à l'heure du déjeuner, les quelque 200 réfugiés qui dormaient à même le trottoir de l'avenue de Flandre, dans le XIX^e arrondissement de Paris, ont été emmenés dans quatre bus de la préfecture de police. Le campement de fortune a été rasé dans la foulée. Une «opération de contrôle», à ne pas confondre avec les évacuations de «mise à l'abri», menées jusqu'ici avec la mairie. Et dont la dernière remonte au 22 juillet, sur le camp situé entre les stations de métro Jaurès et Colonel-Fabien. Depuis, la stratégie de la préfecture, contactée par *Libération*, est tout autre: «Éviter la stagnation de migrants.» Certes, «certains réfugiés se verront proposer des solutions d'hébergement à l'issue de ces contrôles administratifs». Mais pour la plupart, la police le sait, «ils vont revenir». Autrement



sus la barrière du boulevard pour échapper à l'interpellation.» Une vingtaine de minutes, des contrôles d'identité et une nasse plus tard, environ 30 personnes de nationalité afghane ont été placées dans deux camions de CRS. Seuls 20 d'entre eux ont été relogés depuis dans un Formule 1, la préfecture assurant que «c'est le chiffre moyen de personnes à qui [elle] propose un hébergement» dans le cadre de ces opérations. Une sélection opérée selon «leurs dossiers et situations individuelles».

PHÉNOMÈNE ATTENDU

Si quelques-uns se voient donc proposer des solutions – souvent précaires – depuis une dizaine de jours, de nombreuses associations dénoncent le traitement par les pouvoirs publics de ces personnes originaires du Soudan, d'Erythrée, d'Éthiopie ou encore d'Afghanistan. En cause, ces interventions policières quasi quotidiennes, souvent qualifiées de «violentes» par les demandeurs d'asile. Les bénévoles, parlent, eux, d'un «véritable harcèlement». Un programme bien rodé, que la mairie de Paris – qui préfère prendre ses distances – qualifie de «stratégie de dispersion de la part de la préfecture» (lire ci-dessous) : les réfugiés délogés sont emmenés au commissariat où ils subissent un contrôle d'identité et de situation administrative. Certains y reçoivent alors des obligations de quitter le territoire français sous trente jours... Puis sont relâchés dans la rue, sans véritables solutions alternatives. Une version corroborée par Ahmad, la vingtaine et d'origine soudanaise. Le document le sommant de quitter la France est soigneusement plié dans sa poche. Il n'en a cure : «Je ne vais pas retourner dans une zone que j'ai quittée à cause de la guerre. Je veux juste être aidé.» A ses côtés, Jad, 26 ans, qui vient lui aussi du Soudan. En France depuis deux mois, il vit dans une insécurité permanente. Régulièrement délogé, il bouge constamment, passe d'un bout d'asphalte à un autre : «Il n'y a nulle part où aller, la police vient tout le temps nous dire de partir, on se fait gazer.» Même chose pour Ali, 18 ans, qui a quitté le camp de Jaurès puis le boulevard de la Villette, après que les policiers lui ont crié «leave, leave!» Hatheam, 22 ans, a choisi pour sa part de s'installer sur une parcelle d'herbe de la Rotonde,

place Stalingrad. Il a peur : «On se dispatche, car quand on est un

groupe trop gros, la police vient nous déloger.» Il se dit également amer d'avoir «quitté [son] pays en guerre pour [se] retrouver dans cette situation».

Abdou, 25 ans, a eu, lui, plus de chance : il est actuellement logé à l'hôtel, après sept mois d'errance. Mais ce Soudanais aux chaussettes jacquard et lunettes de soleil sur le nez est las : «Parfois, la vie est tellement difficile que je me dis que j'aimerais mourir, comme ça, le calvaire serait terminé.» Sur son téléphone portable, il montre une photo de la manif des migrants de samedi, bloquée par les CRS. Sur

l'image, une pancarte : «Honte à la France.»

Les associatifs, eux aussi, sont à vif. «Ces interventions quotidiennes, c'est vraiment pour décourager les gens, explique l'un d'eux. Elles ralentissent les réfugiés dans leurs démarches administratives et les empêchent de s'installer.» Pierre Henry, président de France terre d'asile, se désole de la situation mais parle aussi d'un phénomène «attendu, au plein cœur du mois d'août» : «On savait que les arrivées seraient plus nombreuses, avec 50 à 100 primo-arrivants par jour à Paris et en Ile-de-France.» Aline Pailler, ex-députée européenne apparentée PCF et productrice à France Culture, est elle aussi effarée : «C'est comme ce qui s'est passé pour les Roms, personne ne leur propose de solution et

on les chasse violemment de lieu en lieu... Il n'y a aucune logique dans cette manière de procéder, puisqu'ils s'installent 20 mètres plus loin. Forcément, ils n'ont pas d'autre choix.» Elle est venue, avec sa fille, apporter des vêtements – «visiblement il y a besoin de chaussures d'hommes ici!» – et ne semble pas en revenir : «C'est une honte qu'on en soit arrivé là.»



Retrouvez sur Libération.fr la tribune «**Réfugiés : la violence de l'Etat doit cesser**», signée par une dizaine d'associations.

Hidalgo bousculée sur sa gauche

Les écologistes et le Parti de gauche reprochent à la maire PS l'absence de solutions pour les réfugiés en attendant l'ouverture de camps à Paris, fin septembre.

Le «harcèlement» policier envers les migrants suscite des remous au sein de la majorité municipale parisienne. Depuis fin juillet et la «mise à l'abri» de 2 600 personnes, qui se sont vu proposer un hébergement temporaire, les réfugiés tentent de se regrouper dans le nord-est de Paris sont, en effet, quotidiennement dispersés par les forces de l'ordre. Objectif : éviter toute «réinstallation» entre l'avenue de Flandre et le boulevard de la Villette (XIX^e), où se trouve le siège de l'association France Terre d'asile.

«**Déni**». Alertés par les associations, les élus écologistes ont adressé, lundi, un courrier à la maire, Anne Hidalgo, et à son adjointe chargée de la lutte contre l'exclusion, Dominique Versini, afin d'exiger «une solution d'urgence à proposer [aux réfugiés]». «Lors des évacuations, il n'y a même plus de "mises à l'abri", notamment des femmes et des mineurs, s'insurge Anne Souyris, coprésidente du groupe écolo au Conseil de Paris. La réponse est uniquement policière et plus du tout sociale.» Danielle Simonnet dénonce, elle, «un déni des droits des réfugiés». Pour l'élue du Parti de gauche, la responsabilité de la ville est clairement engagée. «Il y a ce que devrait faire le gouvernement, respecter le droit d'asile et l'obligation d'avoir accès à un toit; et il y a ce que devrait faire Paris, se donner les moyens de construire

un centre comme à Grande-Synthe [Nord, ndlr], tout en demandant la création de places d'hébergement pérennes.»

Une demande en partie exaucée. Fin mai, Hidalgo a annoncé l'ouverture d'un ou plusieurs camps humanitaires dans le nord (porte de La Chapelle) et le sud-est de Paris, permettant d'accueillir 500 à 700 réfugiés en transit. Mais ce projet ne devrait voir le jour que fin septembre, en parallèle de l'ouverture de 3 000 places d'hébergement temporaire dans les centres d'accueil et d'orientation par la ministre du Logement, d'ici à fin août. En attendant, la mairie temporise. Et l'embaras est palpable. «Dans notre pays, laisser les réfugiés à la rue n'est pas acceptable, reconnaît Rémi Féraud, le maire socialiste du X^e arrondissement. D'un autre côté, je ne peux pas mettre en cause le travail de la police dans le X^e.» Et d'ajouter : «Il y a chaque jour des arrivées au fil de l'eau et on se retrouve avec de nouveaux campements. Si l'Etat ne peut pas fournir un hébergement temporaire au jour le jour, il y aura forcément des tensions. C'est pour cela qu'on a lancé ce projet de camp humanitaire, pour éviter ces situations.»

«**Dans son rôle**». Dominique Versini défend la même ligne : «Nous n'avons pas d'instructions à donner au préfet de police, qui est dans son rôle de maintien de l'ordre public.» Et à ceux qui s'inquiètent de l'avancée du chantier du camp humanitaire, elle se veut rassurante : «Notre but est d'ouvrir le plus vite possible, à la fin septembre.» Même si, comme elle le reconnaît, le projet n'en est qu'aux «travaux préliminaires».

FLORIAN BARDOU

dit, «c'est comme vider la mer à la petite cuillère». Agathe, membre du Collectif parisien de soutien aux exilé-e-s, s'en désole : «On ne sait pas combien d'entre eux seront vraiment relogés. Et, comme d'habitude, certains iront au commissariat pour identification et seront ensuite remis à la rue. Sans parler de la situation déplorable réservée aux mineurs.»

REPORTAGE

«JE VEUX JUSTE ÊTRE AIDÉ.»

Agathe était présente la veille, lundi, quand dix camions de CRS ont débarqué «discrètement» boulevard de la Villette, selon ce modus operandi utilisé depuis une dizaine de jours. «J'étais en train de discuter avec un jeune mineur, sur un banc, raconte-t-elle. Et là, d'un coup, nous nous sommes retrouvés entourés par la police qui est arrivée sans bruit, sur la pointe des pieds. Certains réfugiés ont sauté par-des-